

**Liban - Francophonie - Entretien de
M. Jean-Baptiste Lemoyne,
secrétaire d'État auprès du ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, avec «Radio Classique /
Paris première»
(Paris, 16 novembre 2017)**

Q - (...) Alors moi aussi je vais faire mon Champollion, Jean-Baptiste Lemoyne, qu'est-ce que Jean-Yves Le Drian fait actuellement en Arabie Saoudite, et est-ce que nous sommes en train, nous les Français, c'est-à-dire vous le Quai d'Orsay, d'exfiltrer, sans le dire, Saad Hariri ?

R - Alors, vous savez, l'Arabie saoudite, le Golfe en général, en ce moment, sont l'objet de l'attention de tous puisqu'il y a, dans cette zone, des tensions avec l'Iran, il y a la situation au Yémen, et sur tous ces sujets-là il faut que nous puissions garder le contact avec tous les interlocuteurs de la zone. C'est ce qui fait la caractéristique de la diplomatie française.

Q - Donc c'est ce que fait Le Drian, c'est une sorte de rapport personnel avec le nouveau pouvoir.

R - Mais, tout à fait. Dans la droite ligne de la rencontre que le président Macron a tenue, à Riyad il y a quelques jours, il s'agit de continuer à maintenir ces liens proches, étroits, pour arriver à avoir une contribution positive, tout simplement, essayer de contribuer à la résolution d'un certain nombre de tensions. Parce que, on le voit bien, ce qui se passe dans cette zone est particulièrement préoccupant. Les tensions entre pays voisins, on le voit, entre le Qatar, les Émirats, l'Arabie saoudite, le sujet iranien qui s'est invité, vous le savez, avec naturellement la décision du président Trump de ne pas certifier à nouveau l'accord nucléaire.

Q - Donc il a des conversations globales ?

R - Bien sûr.

Q - Des conversations qui concernent la diplomatie, les ventes d'appareils, et donc l'affaire Hariri, parce qu'il y a une affaire Hariri. Quel est l'intérêt de la France de ramener Hariri ?

R - L'intérêt de la France il est de faire en sorte que nous puissions contribuer à ce que la situation au Liban, avec lequel nous avons une relation historique, privilégiée, reste une situation qui soit la meilleure possible. Il faut faire en sorte que les institutions puissent fonctionner, il ne vous a pas échappé que pendant quelque temps le Liban n'avait plus de président, il a désormais un président.

Q - Michel Aoun.

R - Voilà.

Q - Qui a vécu lui-même en France pendant quelques années.

R - Il y a là une certaine union nationale qui fonctionne, et donc, il s'agit de faire en sorte que le Liban puisse être préservé des ingérences diverses et variées.

Q - Enfin, c'est un pays qui est sous tutelle syrienne. Enfin Aoun, qui est chrétien, est soutenu par le Hezbollah, le père d'Hariri a été explosé - pardonnez-moi l'expression - en plein vol en 2005, et on a évidemment soupçonné immédiatement les Syriens. Quel est notre intérêt à nous, justement, d'accueillir Hariri qui a une maison magnifique face à la Tour Eiffel place d'Iéna, pourquoi on l'accueille ?

R - Vous voyez bien, à travers la description que vous faites, que les choses sont éminemment complexes, que cette mosaïque religieuse, que cette mosaïque politique, puisse continuer à fonctionner, qu'un Liban fort puisse exister, qu'il soit préservé effectivement des différentes influences, et puisse déterminer sa politique.

Q - Lui il a dit qu'il était menacé.

R - L'invitation qui a été lancée par la France est une contribution à la résolution de la situation. Nous allons voir dans les prochains jours comment cela va se passer, je ne suis pas Madame Irma, donc je ne peux pas vous dire comment tout cela va s'enchaîner, mais il s'agit tout simplement, je pense, de permettre à Saad Hariri de pouvoir faire cette étape, et puis, peut-être, continuer un certain nombre de consultations, je ne sais pas.

Q - Hariri dit qu'il était emprisonné en Arabie Saoudite...

R - Honnêtement, le sujet est d'une complexité telle que je ne vais pas commenter tous les commentaires des acteurs de la vie politique libanaise. Ce que je peux vous dire c'est qu'en tous les cas, l'invitation qui a été lancée est de nature à permettre d'aider à la résolution des tensions. Et c'est ce qui compte, la diplomatie française, avec Emmanuel Macron, est continuellement en mouvement. Vous l'avez vu, il a inauguré le Louvre à Abou Dhabi, il fait une étape impromptue à Riyad pour justement s'emparer de la situation. Cela montre une réactivité, cela montre aussi une efficacité, et c'est cela qui compte.

Q - Mais c'est un dossier qui est extrêmement compliqué. Leïla Slimani a été nommée à titre personnel ambassadeur d'Emmanuel Macron pour la francophonie, normalement c'est votre dossier la francophonie, alors, qu'est-ce que vous faites ?

R - Nous sommes très complémentaires, nous faisons cela tous ensemble, avec, aussi, Françoise Nyssen, qui est ministre de la culture, avec Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation, c'est l'équipe de France de la francophonie. Leïla Slimani est une très grande auteure, vous le savez, et justement elle va incarner...

Q - Mais c'est vous qui devez incarner cela, c'est votre titre.

R - Non, moi je suis en charge de l'aspect institutionnel. Ce que je veux dire c'est qu'elle incarne, par son parcours, par son talent, toute la richesse de la francophonie, ce que cela peut apporter. Elle a envie, aussi, d'y apporter un vent de fraîcheur, et je pense que c'est bienvenu.

Q - Ce n'est pas un soupçon monarchique ?

R - Il y a toujours eu des représentants personnels de la francophonie, désignés par les chefs de l'État. Il y a quelques années c'était Jean-Pierre Raffarin, aujourd'hui le président de la République a souhaité que ce soit Leïla Slimani. Elle a une voix qui porte, et je pense que c'est aussi de nature à intéresser les jeunes générations à la francophonie, parce que parfois c'est un concept, qui est régulièrement utilisé en diplomatie, ce sont des enceintes de débats, mais à un jeune aujourd'hui, de Lyon, ou d'Auxerre, la francophonie est-ce que ça lui dit quelque chose ? Pas forcément. Et donc il y a besoin de faire comprendre que c'est un espace de 84 États.

Q - 300 millions de personnes.

R - 300 millions de personnes, ce sont autant de routes de liberté, de possibilités d'aller travailler dans sa langue. (...)/.